

"Les idées de M. Churchill" dans Le Monde (21 septembre 1946)

Légende: Le 21 septembre 1946, le quotidien français Le Monde commente l'appel lancé deux jours plus tôt par Winston Churchill à l'Université de Zurich en faveur de la réconciliation franco-allemande et de l'unité européenne.

Source: Le Monde. dir. de publ. BEUVE-MERY, Hubert. 21.09.1946, n° 544; 13e année. Paris: Le Monde.

Copyright: (c) Le Monde

URL: [http://www.cvce.eu/obj/"les_idees_de_m_churchill"_dans_le_monde_21_septembre_1946-fr-460557cf-7207-4b5d-bcff-f93d2ccc94c3.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 15/09/2012

Les idées de M. Churchill

La situation actuelle de M. Churchill lui permet de parler librement, en se plaçant sur un plan qui n'est pas toujours celui de la politique actuelle.

S'il a choisi Zurich, la grande cité suisse, pour s'adresser à la France et lui recommander de s'entendre avec l'Allemagne, n'est-ce pas parce que la Suisse est partagée entre les deux langues, les deux cultures française et allemande, et qu'il pouvait espérer y trouver un écho ?

M. Churchill n'hésite pas à bousculer les données du problème de la paix européenne, tel qu'il se présente aujourd'hui.

Depuis la fin des hostilités il n'est plus dominé par les rapports franco-allemands, mais par les rapports entre l'U.R.S.S. d'une part, l'Angleterre et les Etats-Unis de l'autre. Leur rivalité, qui se manifeste sur de nombreux points du globe, s'est étendue à l'Allemagne. S'ils réussissent à s'entendre à son sujet, la paix peut être assurée. S'ils continuent à se la disputer, à l'attirer les uns et les autres dans leur camp, on ne voit pas comment la division de l'Europe peut être évitée.

Feignant d'oublier cette situation, M. Churchill fait reposer l'avenir européen sur l'entente franco-allemande, qui permettrait, selon lui, une fédération des Etats de notre continent. Il n'en exclut ni l'Angleterre, ni la Russie mais leur assigne une position à part. Suivant sa conception, les Nations unies se subdiviseraient en groupements régionaux : l'Europe en formerait un, l'Amérique un deuxième ; d'autres seraient le Commonwealth britannique et l'U.R.S.S. Ces trois groupements, étant déjà constitués, seraient les amis et en quelque sorte les parrains de l'Europe nouvelle.

Un tel plan repose sur une double hypothèse, à savoir qu'une entente franco-allemande serait possible, et en même temps qu'elle serait efficace.

Apparemment M. Churchill n'y voit-il aucun obstacle sérieux, si ce n'est d'ordre sentimental. Il admet sans doute que l'affaire de la Ruhr est liquidée, les « Trois Grands » ayant opposé leur veto aux revendications françaises ; que la question de la Sarre est d'ordre mineur et ne saurait susciter un conflit franco-allemand, la France n'ayant demandé que le rattachement économique ; que les inquiétudes françaises au sujet du réarmement de l'Allemagne peuvent être apaisées par une occupation prolongée ; que cette occupation, à laquelle la France participe, est une garantie suffisante de notre sécurité, en attendant cette entente qui lui donnerait une base plus sûre.

Mais les conditions psychologiques d'un rapprochement font pour le moment défaut. L'opinion française, déçue par l'échec des tentatives faites entre les deux guerres, est plus méfiante qu'elle ne le fut jamais. Le national-socialisme, l'occupation et ses souffrances, l'horreur des déportations l'ont éloignée de l'Allemagne. Les Allemands seraient-ils mieux disposés ? Ils ne sont pas plus hostiles à la France qu'aux autres occupants, mais il ne semble pas qu'un penchant particulier les porte vers nous. Ils ont d'autres soucis en tête.

Leur situation matérielle est très difficile et le sera longtemps. Tant que l'occupation militaire se prolongera, ils n'auront pas de véritable indépendance politique, même si l'on rétablit un gouvernement central. Dans ces conditions, comment l'Allemagne pourrait-elle faire un geste qui n'aurait de valeur que libre et spontané ? M. Churchill lui propose aussi une Constitution fédérale qui n'est pas du tout sûre de lui plaire.

Il suppose qu'un tel geste cristalliserait l'Europe autour de la France et de l'Allemagne, que les autres puissances lui donneraient alors leur bénédiction. Il suggère cependant que toutes pourraient bien n'être pas d'accord : doute justifié, puisque Radio Moscou lui répond aussitôt : « On ne parle des Etats-Unis d'Europe que dans le but de couper en deux le camp de la démocratie et d'empêcher la fusion éminemment nécessaire des forces capables de résister aux fauteurs de guerre qui se trouvent dans le camp de la réaction internationale. »

Cette réplique n'indique-t-elle pas que l'entente franco-allemande, même si elle était actuellement possible, n'aurait pas les effets escomptés par M. Churchill ? Le sort du monde dépend de ceux qui ont la puissance plutôt que de ceux qui l'ont perdue. Ceux-ci ne peuvent se charger des responsabilités qui incombent à ceux-là. Mais les circonstances peuvent changer, et M. Churchill a peut-être parlé pour l'avenir.